

Un nouveau paradigme pour l'après Coronavirus

Au départ, la crise liée au Coronavirus a engendré le déni¹ puis la sidération, liée à la soudaineté et à l'imprévisibilité de la crise puis à sa vitesse de transmission et à son ampleur par exemple au sein des marchés financiers.

Moustapha Dahleb (écrivain tchadien) montre bien comment un petit organisme de 0,1 micron (un dix-millième de millimètre) a pu bouleverser notre monde² : obtention de cessez-le-feu, suspension du Hirak en Algérie, baisse de consommation de matières premières stratégiques et baisse de la pollution, remise d'impôts et exonérations, protection sociale renforcée, « Soudain, nous avons réalisé que nous sommes tous embarqués dans le même bateau, riches et pauvres, ... que les hôpitaux sont pleins et que l'argent n'a aucune importance, ... que, dans les garages, les voitures de luxe sont arrêtées puisqu'on ne peut plus sortir. Il a suffi de quelques jours pour que l'humanité prenne conscience qu'elle n'est que souffle et poussière ».

Le temps de la réflexion est donc venu pour s'interroger sur la nature de cette crise atypique, sur ce qu'elle nous enseigne sur l'état de notre société, sur ce qu'elle induira comme changement probable de nos valeurs et sur les contours macro et micro économiques de l'après crise (à court terme pour faire redémarrer du mieux possible l'économie mais aussi à moyen terme pour être en phase avec les nouvelles aspirations des peuples sans oublier que le défi majeur du XXIème siècle est et reste la transition écologique). Enfin, cette crise aura pour conséquence de rebattre les cartes sur le plan stratégique dans plusieurs domaines et il faudra rester vigilant si on ne veut pas que les libertés publiques ne sortent significativement amoindries de cette crise.

I- Une crise atypique

Cette crise est très différente de la plupart des crises majeures qui ont impacté le monde depuis 1945 : celle-ci ont été essentiellement de nature économique ou géopolitique (crise pétrolière des années 70, crises récurrentes des pays émergents (1980-2000), éclatement de la bulle Internet, crise des subprimes en 2008 suivie de la crise des dettes souveraines notamment en Europe). Certes, le monde depuis 1945 a connu quelques pandémies significatives : grippe asiatique (2 millions de morts dans le monde en 1957), la grippe de Hong Kong (1 million de morts dont 31.000 en France³ en 1968-1970), ou à un degré moindre le SRAS en 2003 (seulement 775 décès) ou le MERS (866 morts entre 2013 et 2020) . Toutefois,

¹ En Chine, un médecin, Li Wenliang, qui avait cherché à alerter ses confrères, s'est retrouvé interrogé par la police avant d'être considéré comme un héros et un martyr après sa mort. Donald Trump a aussi nié au départ le danger représenté par ce virus pour les USA

² Moustapha Dahleb : « L'humanité ébranlée et la société effondrée par un petit machin » Afrik.com 24-03-2020

³ https://www.liberation.fr/france/2005/12/07/1968-la-planete-grippee_540957

pour des raisons historiques ou politiques, ces pandémies ont été plus traitées comme de « mauvaises » gripes que comme de véritables catastrophes impliquant des mesures sanitaires drastiques et leur impact économique global a été limité.

La crise actuelle est atypique par la rapidité de sa propagation mais aussi parce qu'elle est une crise sanitaire qui induit une crise économique majeure. En outre, elle laisse les gens complètement désemparés (on pourra aussi avec le recul analyser le traitement de la crise par les médias qui est souvent perçu comme anxiogène).

La résolution des crises économiques se fonde généralement sur un arsenal bien rôdé : intervention des banques centrales ou des instances multilatérales, déficits budgétaires accrus, intervention étatique éventuellement, ... couplé à des déclarations politiques fortes. La résolution d'une crise sanitaire majeure comme celle du COVID-19 repose sur des mesures ou des recherches scientifiques qui sont régies par des lois très différentes de l'interventionnisme économique.

Dans son article, « Nous devons vivre avec l'incertitude »⁴, Edgar Morin montre bien que « la science n'est pas un répertoire de vérités absolues et d'affirmations irréfutables Les sciences progressent et vivent par la controverse ». Cette situation va à l'encontre des désirs des citoyens qui se sentent menacés : « Nous essayons de nous entourer d'un maximum de certitudes, mais vivre, c'est naviguer dans une mer d'incertitudes, à travers des îlots et des archipels de certitudes sur lesquels on se ravitaille... »

Dans un autre registre, cette crise aura mis une fois de plus en lumière le hiatus entre le temps médiatique notamment des chaînes d'information en continu et le temps politique voire le temps des scientifiques. On peut comprendre l'impatience des journalistes voulant informer leurs téléspectateurs sur un sujet grave quand ceux-ci sont stressés par les risques encourus par leurs proches ou eux-mêmes. A l'opposé, un résultat scientifique solide (par exemple, sur le fait qu'avoir des anticorps immunise une personne⁵ et/ou la rend non contagieuse) demande des études sur des populations importantes donc de plusieurs semaines.

Ces analyses montrent l'intérêt pour le développement de la culture scientifique en France mais aussi de l'épistémologie. Cela permettrait aux Français de mieux comprendre les contraintes actuelles mais aussi de mieux dialoguer avec les experts voire de les contrôler démocratiquement.

Les médias pourraient ainsi traiter l'information de façon plus pédagogique et moins anxiogène pour les Français. En outre, la retenue des rédacteurs en chef devrait les conduire à qualifier leurs invités et à éliminer ceux qui cherchent à faire des bons mots ou à se mettre

⁴ <https://lejournal.cnrs.fr/articles/edgar-morin-nous-devons-vivre-avec-lincertitude>

⁵ Lors de l'apparition du SIDA, certains chercheurs ont analysé des personnes séropositives ne présentant pas de symptômes et en ont déduit que la séropositivité était une bonne chose car elle semblait protéger certains porteurs du VIH ce qui s'est révélé une erreur grossière.

en avant en racontant n'importe quoi ce qui oblige ensuite un certain nombre des vrais spécialistes à des efforts importants pour déminer les fausses nouvelles

II- L'état de notre société

Les conséquences de la crise sanitaire liée au coronavirus (confinement de la moitié de la population mondiale et fermeture des frontières) ont été le révélateur des faiblesses d'un modèle de mondialisation mis en place à la fin du XXème siècle et poussé à l'extrême avec la prédominance de la finance et d'un modèle productiviste qui cherche à marginaliser les diverses formes de service public ou de société solidaire plus respectueuses des personnes mais aussi capables de servir d'amortisseurs en cas de crise sévère.

II-a Un modèle financiarisé et productiviste

Depuis la libéralisation des années 1980, on assiste à la prédominance de la finance qui dicte les règles de l'économie et qui supporte de moins en moins une quelconque régulation (les banques américaines, sauvées en 2008 par l'Etat américain, engrangent des profits énormes grâce à la baisse des régulations et en profitent pour marginaliser leurs concurrentes Européennes). Malgré quelques avancées dans la lutte contre le blanchiment et les paradis fiscaux, la concurrence fiscale reste encore très forte entre les Etats même au sein de l'Union Européenne où l'Irlande et Luxembourg sont des paradis fiscaux au même titre que des îles britanniques ou des zones privilégiées où certains individus ou pays bénéficient de régimes fiscaux dérogatoires (Qatar à Paris ou à la City de Londres).

En outre, l'exigence de rendements financiers toujours plus élevés conduit à remodeler les appareils productifs et à éclater les chaînes de valeur en recherchant de nouveaux pays avec des salaires et des contraintes sociales les plus bas possible (la Chine a investi massivement en Ethiopie récemment. Ceci explique peut-être pourquoi le directeur général de l'OMS, éthiopien, a retardé la véritable alerte sur la gravité de l'épidémie de coronavirus en Chine). Cette hyperspécialisation des pays et des zones géographiques a conduit à faire fabriquer 80% des principes actifs de médicaments clés en Chine (la situation est similaire pour les terres rares qui sont critiques dans de nombreuses activités stratégiques).

L'optimisation du système exige une organisation en flux tendu (développé notamment après le séisme de Kobé en 1995 qui avait détruit les stocks de nombreuses sociétés mais aussi pour améliorer la qualité) qui est très vulnérable au moindre grain de sable (actuellement une pandémie mais dans d'autres temps un tsunami ou un accident climatique)

Ce système cohérent mis en place depuis les années 1980 a conduit à de nombreux excès comme la crise Asiatique à la fin des années 1990, la bulle internet puis la crise majeure de 2008 qui a commencé comme une banale crise financière et bancaire aux USA en liaison avec

la voracité de la finance américaine dans le domaine des subprimes avant de gangréner le monde et notamment l'Europe avec la crise de la dette souveraine.

II-b Le démantèlement d'une société solidaire

Le succès de ce système cohérent est allé de pair avec la remise en cause des services publics au profit d'intérêts privés (santé, énergie, ...) ce qui défavorise les plus faibles (aux USA, l'assurance médicale est coûteuse donc souvent payée par l'employeur ce qui laisse les chômeurs démunis) et des réseaux de solidarité. L'aboutissement de cette stratégie est le sabotage des institutions multilatérales par les USA au profit de négociations bilatérales où leur puissance peut mieux s'exprimer.

II-c Conséquences

Ce système financiarisé et mondialisé a entraîné une concentration grandissante des entreprises notamment dans le numérique (« le gagnant rafle toute la mise ») avec des sociétés dont la capitalisation boursière dépasse 1.000 milliards de dollars et une concentration croissante des patrimoines

Globalement, nos sociétés sont devenues une addition de réseaux de plus en plus connectés et sophistiqués mais aussi de plus en plus fragiles (face à des accidents techniques pouvant entraîner une coupure d'Internet mais aussi face à des attaques de cybercriminalité ou à la mainmise sur Internet ou d'autres réseaux d'organisations non démocratiques) où l'interdépendance des pays facilite la propagation des crises avec une rapidité croissante.

Toutes les barrières ou les contrefeux pouvant contenir les effets néfastes du système mais aussi protéger en cas de crise majeure ont été démantelés systématiquement. La baisse de la biodiversité participe à cette fragilisation en rendant les cultures plus vulnérables à des accidents sanitaires ou climatiques mais aussi en transformant les chaînes alimentaires ce qui peut favoriser la transmission de certains agents pathogènes. Dans tout ce processus, les aspects humains sont régulièrement relégués au second plan ce qui engendre violences, migrations, ...

L'épidémie de Coronavirus va donc causer des centaines de milliers de morts dans le monde mais aussi une récession économique qui risque d'être pire que celle engendrée par la crise de 1929 (heureusement, notre connaissance des mécanismes de l'économie est nettement supérieure à celle de cette époque mais il faudra faire attention à ce que les dogmes ne l'emportent pas à court terme ou à moyen terme).

II-d Le cas Français

La France, sixième puissance économique mondiale a participé à cette mondialisation même si elle a gardé des spécificités souvent dénigrées par certaines instances internationales ou européennes. La crise y a aussi eu un impact fort en révélant les faiblesses de notre société

et mettant en lumière les inégalités dans plusieurs domaines avec des quartiers ou des populations qui cumulent les problèmes.

Les mesures de confinement ont créé un système dual avec :

- des secteurs « essentiels » qui continuent à bien fonctionner : filière agro-alimentaire (même si certains agriculteurs doivent renoncer à leurs récoltes suite à l'arrêt des commandes de certains clients comme la restauration hors domicile), grande distribution et commerce en ligne (au détriment de certains petits commerces), services en réseau (publics ou non) comme l'électricité, le gaz, les télécommunications, l'eau ou le ramassage des ordures ménagères, les médias, ... Les Français en général, malgré le confinement, n'ont eu ni faim ni froid, ni manqué d'informations, ... Nous avons ainsi pu faire l'expérience de la qualité de nos services publics qui ont montré une forte résilience face à cette crise.

Il est indispensable de consacrer un paragraphe au système de santé Français très décrié récemment et cible de plans de réduction de coûts réguliers depuis plus de 10 ans⁶. Les effets de la crise sanitaire ont pu être limités en France grâce à l'abnégation des soignants et à une organisation correcte permettant de pallier la baisse des moyens dénoncés depuis plus d'un an notamment au niveau des urgences. A l'opposé, l'absence de prise en charge généralisée de la dépendance et du grand âge a conduit à la construction désorganisée du secteur des EHPAD qui n'ont pas été vraiment capables de faire face à la crise et où les décès se multiplient.

- D'autres secteurs notamment industriels, le BTP, le tourisme, la culture, ... qui ont connu des chutes d'activités pouvant aller jusqu'à 80 ou 90%. On a ainsi vu de nombreuses usines très sophistiquées ou robotisées se retrouver à l'arrêt de par l'absence d'un personnel limité en nombre mais critique. Cette situation illustre bien l'illusion technologique : ce sont des femmes et des hommes qui font réellement tourner les entreprises et qui sont leur vraie richesse. Globalement, la situation Française est critique avec 10 millions de personnes en chômage partiel et des centaines de milliers de TPE ou PME sont menacées de mort malgré les mesures fortes prises par le gouvernement.

La crise a donc aussi révélé qu'une société solide et résiliente était aussi une société soudée et solidaire (le contraire d'une « France en archipel »). Le caractère critique de certaines professions ignorées (souvent car ces agents travaillent en horaires décalés) voire méprisées est apparu au grand jour : caissières de supermarchés, livreurs, agents de nettoyage ou de collecte des déchets, ... Ils ont fait preuve de courage en continuant à avoir des contacts avec le public ou en utilisant les transports en commun pour assurer leur travail. Les « invisibles »

⁶ Le directeur de l'Agence Régionale de Santé du Grand Est vient quand même d'être limogé après avoir expliqué que, nonobstant la crise actuelle et le dévouement des personnels de santé de la région, il fallait poursuivre le plan de fermeture de 174 lits et de suppression de 598 postes d'ici à 2025 !!

se sont révélés indispensables et sont devenus des héros du quotidien. Ceci rejoint la remarque de Lord Beveridge en 1942 « La guerre a donné de l'importance aux gens ordinaires ».

Enfin, le proverbe chinois « En temps de crise, les gros maigrissent et les maigres meurent » s'applique parfaitement aux populations les plus défavorisées. La fermeture des établissements d'enseignement a été une catastrophe pour de nombreuses familles. Environ 10 à 20 % des élèves n'ont pas été en capacité de suivre les cours à distance mis en place par les professeurs (absence de connexion Internet, absence de pièce où travailler, incapacité des familles à assurer le suivi des enfants, ...). Pour certains enfants, le repas de la cantine est le plus structuré de leur journée. Ce proverbe peut aussi s'appliquer aux territoires : les zones les plus fragiles seront plus impactées par la crise que les zones bénéficiant d'un tissu industriel diversifié et performant.

Les inégalités dans le domaine du logement amplifient la souffrance liée à la crise sanitaire. Selon les lieux de résidence, le nombre de mètres carrés disponibles par personne varie fortement et la faiblesse de l'espace disponible par personne ou l'impossibilité de s'isoler engendrent des tensions voire des comportements agressifs (se manifestant parfois par le refus de respecter le confinement). Même si des mouvements de solidarité spontanés ou organisés ont vu le jour notamment pour aider des personnes âgées, celles-ci souffrent plus que la moyenne de la solitude (notamment dans les zones rurales). Ces situations engendrent des violences conjugales ou vis-à-vis des enfants voire des suicides et on s'attend à une recrudescence des divorces dans les prochains mois, même si on peut aussi prévoir un baby boom en fin d'année !

De même, suivant les endroits, les gens ont accès à des grandes surfaces bien achalandées notamment en produits frais qui vendent leurs produits à des prix raisonnables alors que d'autres ne peuvent s'approvisionner que dans des petits magasins où les prix sont supérieurs et où l'éventail des produits proposés est plus restreint voire de qualité inférieure. Les SDF voient leurs possibilités trouver un endroit tranquille où dormir voire où rester pendant la journée restreintes avec le confinement, la fermeture des parcs et jardins, ... Avec des minima sociaux qui ne permettent pas de vivre décemment, ils voient aussi leurs possibilités de trouver des revenus supplémentaires via des petits boulots ou grâce à la charité fortement réduites. Les associations qui les aident sont souvent en difficulté. Certains ont été pris en charge seulement parce qu'ils pouvaient s'avérer de redoutables agents contaminateurs du reste de la population.

III- La crise va-t-elle changer ou bien confirmer notre vision du monde ?

Quels que soient les scénarios de sortie de crise, sa soudaineté, sa violence, sa rapidité de propagation (par exemple de la chute des marchés financiers) et son ampleur (la crise actuelle au moins temporairement induira une chute de PIB jamais connue en temps de paix) auront

un impact significatif sur beaucoup de gens (la surmortalité due au COVID-19 aux USA va rapidement dépasser le nombre de morts liés à la guerre au Vietnam). En outre, la mise en place d'un nouvel équilibre (qu'il soit proche de la « normalité » d'avant crise ou bien sensiblement différent) prendra au moins 18 à 36 mois. Cette crise ne sera donc pas un « mauvais rêve » à vite oublier suivi d'un rattrapage massif en termes de sorties, de voyages ou de consommation de prestations culturelles.

Enfin, les analyses précédentes montrent que la crise n'aura pas été vécue de façon homogène par l'ensemble de la population à l'intérieur d'un même pays mais aussi suivant les pays.

Des analyses anthropologiques et sociologiques fines seront nécessaires pour déterminer et évaluer l'évolution des comportements individuels et collectifs. Toutefois, on peut d'ores et déjà explorer quelques pistes au moins plausibles (de nombreux autres sujets devront être étudiés mais le but du présent document n'est pas de réaliser une étude exhaustive). Cette analyse pourra aussi être utile dans la conception des politiques de sortie de crise.

III-a La remise en cause des dogmes de la finance classique

Dans la plupart des pays, la résolution de la crise sanitaire a été la priorité. Ceci implique l'arrêt d'une part significative de l'économie (la chute instantanée actuelle du PIB est d'environ 35% dans plusieurs pays développés).

Les contraintes liées aux différents traités européens ont été suspendues ce qui entraîne un fort creusement des déficits (en France, l'estimation actuelle du déficit de la protection sociale devrait battre son record historique à 42 milliards d'Euros et celle du déficit public est de 9% du PIB). Il est à noter que ce creusement provient plus du manque de recettes que de l'accroissement des dépenses.

Des aides massives aux entreprises sont prévues : par exemple, Air France-KLM va recevoir un prêt public de près de 10 milliards d'Euros. Des programmes massifs d'indemnisation du chômage partiel ont été mis en place, au début, pour quelques semaines mais risque de devoir être prolongés pendant plusieurs mois. Ils concernent en avril 2020 environ 10 millions de personnes soit près de 50% de la population active hors fonction publique.

En parallèle, plusieurs marchés financiers ont supprimé certains outils spéculatifs comme les ventes à découvert.

On assiste donc au renversement de paradigme souhaité par certains depuis longtemps qui consiste à mettre la finance au service de l'économie, elle-même mise au service de l'humanité.

Toutefois, certains comme André Comte-Sponville⁷ s'interrogent sur les limites à mettre au pan-médicalisme « qui fait de la santé la valeur suprême (par exemple à la place de la liberté,

⁷ Le Point.fr 16/04/2020

de la justice ou de l'amour) et qui tend à déléguer à la médecine la gestion de nos maladies, ce qui est normal, mais de nos vies et de nos sociétés ce qui est plus inquiétant ». Pour lui, une trop grande priorité donnée à la crise sanitaire sauvera moins de vies que la crise économique n'en anéantira. Donald Trump, qui prône le redémarrage le plus rapide possible de l'économie américaine, avance des arguments similaires.

En fait, la définition très large de la santé par l'OMS peut faire la synthèse entre ces deux points de vue et donner une vision de ce qui doit être réalisé notamment dans les pays riches : « La santé est un état complet de bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ».

III-b La transition écologique

La transition écologique⁸ était en train de devenir un sujet majeur avant l'apparition de la crise sanitaire.

Beaucoup de citoyens font l'expérience, avec la chute de l'activité économique, d'une forte décroissance de la pollution ou d'une nature qui reprend ses droits (de nombreuses vidéos circulent sur les réseaux sociaux décrivant de telles situations de façon humoristique ou poétique). Nombre d'entre eux se demandent s'il ne serait pas possible de coupler redémarrage de l'activité et maintien de la pollution à un niveau bas.

Un débat émerge sur la stratégie à suivre :

- L'ampleur de la crise économique et la nécessité de sauver un maximum d'entreprises impliquent de relâcher toutes les contraintes notamment environnementales pesant sur les entreprises
- A l'opposé, certains pensent que la véritable reconstruction économique passera par la mise en œuvre de la transition écologique. Le relâchement des contraintes financières doit devenir une opportunité pour accroître les investissements verts (voire pénaliser les investissements « bruns »).

Il est vraisemblable que les pays qui adopteront la seconde stratégie sortiront renforcés de la crise.

III-c Repli sur soi ou solidarités de proximité

⁸ La transition écologique concerne l'ensemble des mesures à mettre en place pour limiter l'émission de gaz à effet de serre et le dérèglement climatique mais aussi pour préserver voire accroître la biodiversité, réduire la production de déchets notamment en plastique, l'utilisation de produits chimiques, ...mais aussi l'évolution nécessaire des comportements. Elle concerne tous les secteurs : production d'énergie, agriculture, mobilités et aménagement du territoire, la production industrielle, le logement et le bâtiment tertiaire, ...

Après quelques jours vécus par beaucoup comme une pause bienvenue, le confinement a généré de l'ennui que beaucoup ont cherché à rompre par le recours au téléphone ou aux écrans (explosion du recours aux jeux vidéo ou formation de nombreux groupes sur les principaux réseaux sociaux). Ensuite, on a aussi vu apparaître d'autres formes d'interactions sociales notamment de solidarité (organisation des courses pour les personnes âgées ou pour promener des animaux domestiques, soutien scolaire, ...). Comme l'indique B. Cyrulnik : « Après l'épidémie, il y aura une explosion de relations »⁹

Après 2 mois de confinement, le réflexe naturel des Français devrait être de vouloir « sortir » pour retrouver leur famille ou leurs amis, se distraire, partir en vacances. Toutefois, après une éventuelle courte euphorie, des forces négatives pourraient prendre le dessus : prolongation de la crise économique (pas de redémarrage en V), revenus en baisse, sentiment d'injustice de certains face à une sortie de crise différenciée en faveur des plus riches, redémarrage lent du transport aérien ou ferroviaire, nécessité de maintenir des mesures sanitaires contraignantes même d'un niveau inférieur au confinement actuel voire éventuel rebond de l'épidémie.

Cette situation pourrait entraîner une prise de conscience de certains problèmes et avoir des effets positifs allant de pair avec la transition écologique:

- Croissance des achats locaux et des circuits courts
- Relocalisation de certaines activités stratégiques (si possible sur des bases technologiques vertes)
- Croissance du temps passé en famille (y compris intergénérationnel) ou avec des proches
- Développement des solidarités de proximité (famille nucléaire, famille élargie, quartier, région, pays)
- Demande accrue de services publics

mais aussi des effets négatifs pouvant freiner potentiellement la reprise :

- Développement de solidarités claniques non républicaines
- Frilosité par rapport à des achats de biens durables ou à des investissements
- Maintien d'un taux d'épargne élevé notamment de précaution (pour faire face à un éventuel rebond de la crise sanitaire mais aussi pour anticiper d'éventuelles hausses d'impôts à moyen terme)
- Vote en faveur de partis populistes ou illibéraux d'extrême-droite¹⁰ qui chercheront à contenir toute avancée vers le multilatéralisme ou la consolidation de la construction Européenne

⁹ L'illustré : illustre.ch 26/03/2020

¹⁰ Viktor Orban, en Hongrie, utilise la crise actuelle pour s'arroger quasiment les pleins pouvoirs dans son pays.

Les partis politiques démocratiques doivent développer une pédagogie politique importante pour éclairer les citoyens face à ces bouleversements potentiels et pour faire en sorte que le scénario de développement de solidarités l'emporte face au repli sur soi. Une analyse plus détaillée des valeurs nécessaires dans le futur et des pistes d'actions pour répondre aux grands défis du XXIème siècle est disponible en Annexe 2 du présent document.

IV- La sortie de crise

A court terme, l'essentiel des efforts pour sortir de cette crise concernera le plan économique voire financier. Toutefois, actuellement, 10 millions de Français sont en chômage partiel et des centaines de milliers de TPE et PME ne survivront pas à la crise : il est donc clé d'envisager aussi un volet humain et social à la sortie de crise qui permettra aussi d'optimiser l'efficacité de l'emploi des ressources financières

IV-a Plan économique

Cette crise se caractérise par un choc dual aussi bien sur l'offre (arrêt complet de filières sophistiquées comme l'automobile ou effondrement au moins à court terme du tourisme ; sans compter la faillite de centaines de milliers de TPE et de PME) que sur la demande (confinement entraînant une forte baisse de la consommation, peurs induisant de l'épargne de précaution, impossibilité de rattraper les prestations non fournies dans les services, ... mais aussi pertes de revenus liées au chômage à court terme ou à la faillite de nombreuses entreprises).

La sortie d'une telle crise prendra un temps significatif (18 à 36 mois) et elle impliquera des tâtonnements car il n'y a pas de solution sur étagère à cette crise extraordinaire.

L'efficacité de la stratégie de sortie de crise d'un pays sera le produit de la qualité du projet proposé multiplié par l'adhésion de la population. En effet, le projet proposé devra répondre à des nécessités économiques mais aussi être perçu comme équitable (par exemple, à l'inverse du sauvetage des banques privées américaines, dont les excès sont à l'origine de la crise de 2008, qui se retrouvent à engranger des bénéfices énormes et à verser à nouveau des bonus importants à leurs traders ou à leurs dirigeants alors que la plupart des salariés aux USA voient leurs revenus stagner) et à répondre à l'évolution des comportements et des aspirations des citoyens. L'adhésion au projet sera fonction de la capacité du gouvernement à convaincre sa population du bienfondé des mesures proposées mais aussi de sa crédibilité à le mettre en œuvre qui dépendra aussi de la façon dont il aura en amont géré la crise sanitaire et de la confiance gagnée à ce moment-là.

Les réponses à la crise varieront selon les pays et aussi selon leur système de protection sociale ; le nombre de chômeurs enflera aux USA (avec des indemnités faibles) alors que les chômeurs en France sont indemnisés plutôt généreusement à court terme par la collectivité.

La France possède de solides amortisseurs sociaux qui lui permettent de ne pas trop plonger au creux de la crise mais qui freinent l'ampleur et la rapidité des phases de rebond.

Malgré ces considérations, la réponse des principales banques centrales et des gouvernements va consister en une forte émission monétaire liée au creusement massif des déficits budgétaires et sociaux.

Les politiques publiques se traduiront par une injection massive de cash dans l'économie et une forte croissance de l'endettement public. Cet argent servira-t-il :

- à des projets innovants notamment en liaison avec la transition écologique, au développement des territoires défavorisés voire à des projets d'infrastructures classiques (autoroutes par exemple) ou bien va-t-il être utilisé pour indemniser des chômeurs pendant une période significative dans les secteurs qui ne s'adaptent pas assez vite à la nouvelle donne ?
- à améliorer la souveraineté économique de la France et de l'Europe ?
- à requinquer l'offre c'est-à-dire à consolider les entreprises malmenées par la crise ou bien la demande via l'indemnisation du chômage mais aussi via des prestations sociales généreuses (investissement dans les hôpitaux, structuration des prestations pour les personnes dépendantes, investissements dans certains services publics, soutien aux associations et à l'économie sociale et solidaire) voire à distribuer directement de l'argent aux particuliers (hélicoptère ou drone money, revenu universel d'existence, allocation jeunesse).

Le choix des modalités et des instruments utilisés pour déverser cette manne sur l'économie Française est clé pour éviter qu'une partie ne soit captée de façon indue par des intermédiaires financiers (sans grande valeur ajoutée), qu'elle ne génère des effets d'aubaine ou des rentes de situation ou qu'elle conduise à la formation de nouvelles bulles sur certaines classes d'actifs, génératrices de futures crises. La crise actuelle est très différente de celle de 2008 qui était au départ avant tout une crise bancaire. En 2020, il faut que l'argent injecté aille directement dans l'économie réelle, celle qui est en crise et non dans les banques.

L'argent versé aux entreprises le sera-t-il sous forme de prêts remboursables à long terme avec un taux d'intérêt faible ou peut-on envisager des apports en quasi fonds propres voire en fonds propres pour des grands groupes stratégiques (avec une « nationalisation » temporaire). Une partie des aides à court terme provient d'exonération de cotisations sociales ou d'impôts locaux : ces mesures ne peuvent être prises que si l'Etat compense totalement ces exonérations sinon on fragilisera trop le système de protection sociale ou les comptes des collectivités locales.

Exigera-t-on des contreparties de la part des entreprises bénéficiaires de ces aides ou versements :

- renoncement au versement de dividendes
- fléchage vers des investissements « verts » et pénalisation des investissements « bruns » et non un relâchement des normes environnementales comme certains industriels le réclament
- nouveau pacte social avec participation étendue des salariés aux bénéfices voire aux décisions

Un soutien des entreprises entre elles est aussi souhaitable notamment de la part des grands groupes les plus rentables : paiement accéléré des fournisseurs, projets de développement en commun financés par les grands groupes, détente des conditions vis-à-vis des sous-traitants,

Cette politique impliquera une forte augmentation de la dette publique.

Le maintien des taux d'intérêt à un bas niveau est garanti à court terme et les critères acceptables d'endettement seront revus à la hausse. C'est pour cela, qu'à court terme, l'augmentation des impôts serait contreproductive (le rétablissement de l'ISF demandé par certains serait symbolique car son produit serait dérisoire face aux enjeux globaux).

A plus long terme, on pourrait faire face à une remontée des taux d'intérêt ou à la nécessité d'une meilleure maîtrise de l'endettement pour certains pays. Vont-ils privilégier :

- le retour de l'inflation (avec une perte de pouvoir d'achat vraisemblable pour les retraités) ?
- la hausse significative des impôts ?
- l'austérité budgétaire ?
- le maintien d'une dette à un niveau élevé mais avec un coût croissant

La plupart des scénarios conduisent à un resserrement de la croissance et à la difficulté de financer une transition écologique ambitieuse. A l'inverse, au-delà des efforts faits par chaque pays et du desserrement des contraintes de Maastricht et du TSCG, cette crise pourrait être l'occasion de renforcer la solidarité européenne et de mettre en place des coopérations renforcées dans plusieurs domaines.

Malheureusement, l'intransigeance de certains pays comme la Hollande et la vision ordolibérale voire restrictive de l'Allemagne n'incitent pas à l'optimisme et les instances européennes resteront au mieux des spectateurs passifs voire généreront des tensions dont se repaîtront les partis eurosceptiques.

Si on élargit le champ, il est évident que les pays émergents et, a fortiori, les pays moins avancés auront besoin de support dans leur lutte contre le Coronavirus (technique mais aussi accès à des médicaments puis au vaccin à des conditions préférentielles). La lutte contre la crise économique et la nécessaire transition écologique impliquent des investissements que

ces pays sont incapables d'assumer sur leurs propres ressources ? Le Président Macron ou le Pape François ont récemment proposé une annulation de la dette des pays les plus pauvres. Ce geste généreux a aussi un sens économique à condition que les règles de bonne gouvernance soient respectées et que cet afflux d'argent ne génère ni inflation ni corruption ni captation d'une partie par la Chine.

En conclusion, le redémarrage de l'économie Française prendra du temps et nécessitera des moyens colossaux (il faudra en effet se donner les moyens de ses ambitions car un plan trop timide ou le saupoudrage ne permettront pas à la France de maintenir sa position stratégique actuelle dans le monde) pour le redémarrage des entreprises mais aussi pour résoudre ce qui reste le problème #1, la transition écologique, sans oublier le financement de l'innovation et des nouvelles start-ups tout en assurant un niveau de prestations sociales élevé en ligne avec ce que désirent les Français collectivement. Cette situation implique un pilotage global par un Etat stratège (au niveau des filières mais aussi dans les territoires pour éviter que les zones déjà fragiles ne s'effondrent totalement. En effet, la mise en oeuvre de ce plan sera critique : plus les nouvelles filières de la transition écologique plus les relocalisations en France et en Europe (fondées au maximum sur des technologies vertes) seront développées rapidement moins d'argent sera dépensé en indemnisation du chômage (qui est indispensable mais représente une dépense stérile).

IV-b Plan Humain

L'injection massive d'argent sera nécessaire à la sortie de crise mais elle ne sera pas suffisante. En effet, la crise de par son ampleur et sa durée va devoir comporter un volet humain significatif si on ne veut pas voir les inégalités actuelles au niveau des territoires et des quartiers s'aggraver.

La crise nous a appris que des usines sophistiquées et robotisées pouvaient s'arrêter brutalement faute de personnel et que l'abnégation des personnels de santé mais aussi des « invisibles » a permis à la France de continuer à fonctionner pendant la période de confinement.

Ce plan devra comporter au moins un volet formation significatif pour remettre rapidement sur les rails (métiers liés à la transition écologique notamment) les centaines de milliers de chômeurs provenant de la faillite des TPE et des PME. Un volet d'accompagnement des personnes en difficulté (chômeurs ou non) sera nécessaire pour décroître le niveau d'angoisse des Français. Enfin, il faudra penser à la façon de permettre à tous ceux qui ont montré leur dévouement et leur utilité de voir leurs conditions de vie s'améliorer, tant sur le plan financier que symbolique.

Il sera indispensable que les associations soient mises en première ligne dans ce plan car elles peuvent proposer des prestations variées sur l'ensemble du territoire. De même, des corps intermédiaires éventuellement rénovés mais respectés par l'exécutif seront clés dans la reconstruction de notre pays.

V- Des cartes rebattues sur le plan stratégique

L'ampleur et la durée de la crise vont entraîner des remises en cause stratégiques à plusieurs niveaux :

- Certains pays (Allemagne, Suède, Singapour, Chine ?, Vietnam, Corée du Sud, ...) semblent mieux traiter la crise sanitaire sous réserve de ne pas subir un rebond de l'épidémie. Un système de santé mieux adapté devrait permettre à l'Allemagne de sortir du confinement plus rapidement que la France et les pays latins selon les dernières déclarations de la chancelière Merkel. Cette situation pourrait permettre à l'Allemagne de conforter son leadership économique sur notre continent.
La Chine a été la première touchée mais elle a gommé une partie des effets macroéconomiques de la crise grâce à la superposition avec les vacances du Nouvel An. Les mesures drastiques de confinement prises à Wuhan et dans le Hubei ont permis une meilleure maîtrise de la crise sanitaire. La Chine qui va redémarrer plus rapidement (sauf en cas de deuxième vague) pourrait être tentée de pousser son avantage surtout si les USA sont empêtrés dans une crise sanitaire profonde touchant aussi ses militaires. Actuellement, les Chinois organisent des grandes manœuvres aéronavales en Mer de Chine du Sud pour impressionner ses voisins du Sud qui peuvent moins compter sur le soutien des USA. La Chine pourrait en profiter pour s'accaparer de nouvelles zones de pêche ou de nouvelles zones contenant des gisements de matières premières. La Chine profite depuis quelques années du retrait américain des instances onusiennes pour y accroître son influence ne cherchant à établir une gouvernance post-occidentale où elle jouera un rôle central
Les USA qui n'ont pas de couverture maladie universelle (beaucoup de prestations proviennent d'assurances payées par les employeurs ce qui fragilise de nombreuses populations lorsqu'elles se retrouvent au chômage) pourraient se retrouver lourdement handicapés par une propagation du virus via ses couches populaires. Certains estiment que la PIB de la Chine pourrait dépasser celle des USA rapidement.
- Malgré des mesures de soutien fortes aux entreprises et la mise en place d'un système de chômage partiel généreux, de nombreuses PME se trouvent en grande difficulté au niveau de leur trésorerie mais aussi par l'effondrement de la demande qui leur est adressée : restaurants, petits commerces voire centres commerciaux, sous-traitants, prestataires de services, ... Un pourcentage important de start-ups, notamment celles qui ne sont pas autonomes financièrement, pourrait disparaître et le financement de l'innovation et des nouvelles start-ups seront très compliqués à court ou moyen terme (les fonds s'occuperont principalement de leurs participations actuelles). Il ne faut pas non plus oublier le secteur associatif ou de l'économie sociale et solidaire qui pèse près de 10% de l'emploi en France.

Si le rebond se fait attendre comme c'est probable, on assistera à la disparition de nombreuses entreprises et une phase de concentration touchera plusieurs secteurs concernant des PME et des ETI mais aussi de grands groupes (par exemple dans l'automobile). Cette concentration accroîtra encore la capacité des grands groupes à dresser des barrières stratégiques via le renforcement de leurs marques, la maîtrise de leurs réseaux de distribution,

Enfin, les cartes risquent d'être rebattues dans plusieurs secteurs qui devront se réinventer pour faire face à la baisse de la demande internationale ou aux changements de comportement des citoyens : hôtellerie/ restauration, transport aérien ou maritime mais aussi mobilité, ... Les plus gros intervenants mais aussi de nouveaux entrants pourront bousculer l'équilibre de ces secteurs.

Certaines sociétés pourraient se retrouver avec des « actifs échoués » importants notamment en cas de couplage du redémarrage de l'économie avec une forte conversion écologique. La situation de l'industrie pétrolière pourrait devenir problématique en cas de crise prolongée ou de baisse significative de la consommation : elle pourrait aussi se muer en crise financière via les banques qui possèdent des créances fortes sur cette industrie a priori faiblement risquée.

Face à ces bouleversements, il est évident que le seul marché ne suffira pas et que la France aura de nouveau besoin d'un Etat stratège comme pendant les 30 glorieuses.

VI- Les libertés publiques

L'incapacité des Etats les plus riches à assurer le développement de l'ensemble de l'humanité et à promouvoir des valeurs républicaines et laïques a généré de l'instabilité et de la corruption, des transferts de population voire du terrorisme. La réponse de plusieurs Etats riches a été de rogner les libertés individuelles et publiques via le Patriot Act aux USA ou via l'intégration à la loi ordinaire de nombreuses dispositions liées auparavant à l'état d'urgence en France.

La crise du coronavirus implique des mesures drastiques contraignantes pour les citoyens hormis dans les pays ayant fait le pari d'une immunité collective ou de l'utilisation intensive des nouvelles technologies (il est à noter que plusieurs de ces pays comme Singapour ou la Grande-Bretagne ont fait machine arrière et sont rapidement revenus au confinement classique). Ces mesures s'accompagnent d'entorses significatives au Code du Travail qui ont été votées pour permettre à quelques secteurs stratégiques d'assurer l'approvisionnement en biens essentiels. Il est aussi évident que les règles concernant la durée du travail ne sont pas vraiment respectées actuellement dans les hôpitaux.

Des situations de crise grave peuvent donc conduire à prendre des mesures fortes voire coercitives (même si la pédagogie et l'adhésion de la population sont indispensables pour maximiser leur efficacité).

Toutefois, les mesures prises ont aussi été rendues nécessaires par des choix politiques passés comme la baisse régulière des crédits accordés à l'hôpital public mais aussi le refus de bâtir un système de santé global et cohérent y compris au niveau de la prévention. Une stratégie passée différente aurait permis de prendre des mesures moins coercitives car la crise sanitaire aurait été moins violente (en liaison par exemple avec des campagnes de dépistage massives)

Les libertés publiques constituent un enjeu majeur de la survie d'une Europe démocratique et il faudra toujours penser à la réversibilité des mesures et ne pas, par paresse ou recherche d'un faux confort, les prolonger indéfiniment. Un effort de réflexion puis d'investissement collectif dans notre système de santé protégera aussi les libertés publiques en permettant un traitement plus efficace des nouvelles crises sanitaires.

En effet, dans le monde, de nombreuses forces s'élèvent pour faire l'éloge de régimes « illibéraux » voire autoritaires sous prétexte qu'ils seraient plus efficaces.

Le régime chinois a tardé à reconnaître la gravité de l'épidémie : les dirigeants de la région de Wuhan (berceau de l'épidémie) ont d'abord eu peur d'annoncer la nouvelle aux dirigeants de Pékin. Ensuite, ils ont dû attendre le feu vert de Pékin pour rendre publique la nouvelle et prendre les mesures adéquates. Les dirigeants de Pékin (se fondant sur des chiffres de morts dus à l'épidémie totalement fabriqués) tirent comme leçon que cette crise n'a pas été amplifiée par un excès de pouvoir de la part de Pékin mais par un manque de contrôle et de centralisme. Les dirigeants actuels vont donc chercher à accroître leur mainmise sur les instances régionales. La Chine, qui maltraite un million de Ouïgours sous prétexte qu'ils sont turcophones et musulmans, ne peut pas être un modèle pour la démocratie Européenne.

Aux USA, la crise du coronavirus se traduit notamment par une forte recrudescence des ventes d'armes : les revolvers ne sont d'aucune utilité pour combattre le virus mais ils rassurent leurs propriétaires.

Face à toutes ces tentations autoritaires, l'Europe doit rester ferme sur ses valeurs et principes en veillant à un maintien d'un cadre juridique démocratique au niveau des libertés individuelles et publiques mais aussi en favorisant l'émergence de lois ou de systèmes reflétant l'évolution des comportements et du nouveau paradigme économique, social, écologique et culturel nécessaires pour pleinement entrer dans le XXIème siècle. Ces avancées permettront à l'Europe (et par ricochet à tous les pays qui le souhaitent) d'être mieux armés pour faire face aux nouvelles crises (dont la caractéristique sera d'être imprévues et venant de sources inattendues).

VII- Conclusion

La crise que nous vivons ne sera pas une parenthèse ou un mauvais rêve avec un retour rapide à la normale. Cette expérience va changer la vision du monde de nombre de nos concitoyens.

En outre, la gravité de la crise économique va nécessiter des mesures fortes et des injections de monnaie considérables pour éviter l'effondrement de l'économie mondiale. Il est indispensable que ces injections monétaires soient réalisées dans la sphère économique réelle et non dans la sphère financière. Il faut, en outre, que le redémarrage de l'économie se fasse en cohérence avec la transition écologique et le retour de la souveraineté économique de la France et de l'Europe.

Pour les gouvernements, il ne s'agit pas seulement de concocter des plans économiques mais aussi de tenir compte des aspirations de leur peuple et de l'évolution des valeurs (consolidation des services publics et des solidarités avec notamment la construction d'un service sanitaire global y compris dans ses aspects de prévention).

Enfin, la propagation rapide de cette crise a mis en lumière la nécessité d'une coopération internationale plus forte et du retour du multilatéralisme. Cet état d'esprit sera indispensable pour réaliser une transition écologique harmonieuse y compris dans les pays émergents et pour éviter de nouvelles crises sanitaires ou en lien avec la migration de centaines de millions de réfugiés climatiques.

La phrase célèbre de Condorcet pourrait bien résumer les enjeux de la reconstruction de notre société : « Nos espérances sur l'état à venir de l'espèce humaine peuvent se réduire à ces trois points importants : la destruction de l'inégalité entre les nations; les progrès de l'égalité dans un même peuple, enfin le perfectionnement réel de l'homme » pour rétablir une société de la confiance.

Annexe 1 : Le Télétravail

Le télétravail en France était très encadré jusqu'au début 2018 ce qui le rendait peu attractif et peu utilisé (seulement 4% des Français y recourraient régulièrement- Etude EWCS 2015 BIT)

Les avantages sont classiques :

- Qualité de vie personnelle et familiale
- Diminution du temps de transport et du stress afférent
- Qualité et productivité accrues du travail
- Gains sur le coût des locaux pour l'employeur

Les inconvénients, qui apparaissent surtout à partir de 2 plus de jours de télétravail par semaine, sont aussi classiques :

- Diminution des interactions avec les collaborateurs, les pairs ou les managers
- Augmentation du temps de travail réel avec substitution du temps de transport en temps de travail
- Inquiétude au niveau des promotions et des rémunérations
- Perte d'affectio societatis

Pour que le télétravail fonctionne de façon optimale, il faut :

- Que les enfants soient à l'école
- Posséder une pièce dédiée
- Etre volontaire

Une des conséquences du télétravail et des conditions ci-dessus est que les télétravailleurs réguliers ont déménagé vers des zones où l'immobilier est moins cher pour posséder un logement plus grand donc souvent plus loin de leur entreprise. Ceci implique un gain total souvent limité des émissions des Gaz à Effet de Serre et que les gains du télétravail sont plus à chercher au niveau de la qualité de vie et de la productivité.

Lors de la crise actuelle, de nombreux cadres et employés ont dû rester confinés chez eux et télé travailler (souvent en cohabitation avec leurs enfants à qui certains étaient censés faire la classe !). Cette situation risque de favoriser l'essor du télétravail notamment de ceux qui possèdent un appartement ou une maison suffisamment grands (il y a ponctuellement une recrudescence de la demande de maisons en périphérie des agglomérations). Pour la grande majorité des gens, les conditions ne sont sans doute pas remplies pour un développement massif du télétravail et les groupes de location de bureaux partagés comme Wework connaissent de graves difficultés.

Enfin, l'extension du télétravail exigera des investissements significatifs de la part des entreprises dans leur système d'information et surtout au niveau de la sécurité.

Annexe 2 : Texte proposé pour organiser le débat

au sein des Cercles Condorcet Janvier 2019

A- Les défis du XXI^{ème} siècle

On a assisté à une certaine linéarité du développement des nations et du système économique de 1850 à 2000 malgré des convulsions parfois dramatiques : guerres mondiales, colonisation et décolonisation, exploitation du Tiers-Monde. Il a aussi fallu à l'humanité être capable de maîtriser le surarmement nucléaire.

Le monde en l'an 2000 malgré des succès n'avait pas réussi à régler tous les problèmes :

- La baisse des conflits armés ne signifie pas la paix pour tous. On sait que la guerre est une source majeure de problèmes : famine, destruction des services publics, ...
- Le mal-développement persiste avec près d'un milliard de personnes qui vivent dans la misère.
- La situation des femmes est encore très mauvaise dans de nombreux pays

A ces sujets vont s'ajouter des défis nouveaux et majeurs pour le XXI^{ème} siècle :

- Le dérèglement climatique, s'il n'est pas maîtrisé, entraînera un bouleversement de notre mode de vie. Nous risquons de devoir gérer des phénomènes migratoires concernant des centaines de millions de personnes qui pourraient engendrer des conflits bien pires que les deux guerres mondiales du XX^{ème} siècle.
- La modernisation de l'agriculture et le développement du numérique (Big Data et Intelligence Artificielle) vont changer radicalement la structure des emplois donc des systèmes sociaux, éducatifs, ...
- L'évolution technologique et la recherche en biologie pourraient modifier le devenir de l'humanité
- Enfin, des risques de pandémies ou de mutations de virus ne sont pas à exclure.

Beaucoup de ces sujets demanderont des réponses et des solutions :

- Globales au niveau des Etats et à l'intérieur des sociétés (pas de passer clandestin)
- Ethiques

- Avec prise en compte du temps long
- Exigeant des investissements importants

Notre monde évolue dans le sens strictement opposé à celui qui serait nécessaire pour résoudre les problèmes légués par le XX^{ème} siècle et ceux qui sont en train d'apparaître.

B- Que faire ? Un nouveau paradigme économique, social, environnemental et culturel

L'évolution du monde décrite ci-dessus n'est ni aléatoire ni chaotique : elle découle d'une logique liée à des rapports de force. Avant de proposer des solutions précises, il conviendra donc de déterminer le socle de valeurs nécessaire à l'instauration d'un monde plus apaisé. Ensuite, des axes d'actions pourront être proposés. Enfin, il faudra s'interroger sur la façon dont ces actions pourront être mises en œuvre et sur quelles forces sociales on pourra s'appuyer.

I- Les valeurs du futur

Le socle de valeurs nécessaires est à peaufiner mais il comprendra :

- Le retour à une certaine « **vertu** » au sens romain du terme visant à maîtriser notre consommation (énergie, alimentation, ...). Tous les êtres humains devront se rallier à « l'abondance frugale » (JB de Foucauld) ou à « la sobriété heureuse » (P. Rabbhi). Les riches occidentaux devront accepter un changement drastique de leur mode de vie.

Ceci nous conduira à nous interroger sur la notion de réussite. Contrairement aux dires d'un publicitaire obsolète, ne pas posséder une Rolex à cinquante ans ne signifiera pas avoir raté sa vie. D'ailleurs l'abbé Pierre ou Sœur Emmanuelle n'ont pas raté leur vie et ne possédaient pas de tels objets de luxe. De même, un artisan qui produit de beaux objets utiles ou un professeur de lettres qui donne le goût des beaux textes à ses élèves sera plus utile qu'un trader qui empile les millions d'Euros sur son compte en banque en spéculant sur des instruments financiers inutiles (voire nuisibles car ils déclenchent des crises majeures comme avec les subprimes)

La valorisation de la rapidité ou d'une certaine productivité devra aussi être questionnée. La question de temps long doit être réintroduite dans les décisions politiques.

- **La solidarité.** La transition écologique exigera des investissements colossaux (plus de 50.000 milliards \$ en 20/25ans) notamment dans les pays émergents si on veut éviter des migrations massives qui pourraient engendrer de terribles guerres. Ces investissements nécessiteront la mise en œuvre de véhicules financiers spécifiques et des transferts massifs des pays développés vers les

pays émergents. Ce type de solidarité implique un nouveau développement du multilatéralisme pour éviter les passagers clandestins.

A l'autre bout de la chaîne, la solidarité et la fraternité devront aussi jouer au niveau des territoires (métropoles, banlieues, périphéries) mais aussi entre les générations.

- Des débats **éthiques** devront être organisés quant au rôle de l'intelligence artificielle et sur l'évolution humaine voire le transhumanisme. En cas d'acceptation de certaines applications permettant de forts gains de productivité, un débat démocratique sera tenu pour déterminer comment ils sont répartis.
- Le recours aux **valeurs républicaines et à la laïcité** sera indispensable pour permettre des débats entre citoyens éclairés et pour faire adhérer les peuples aux plans d'actions nécessaires.

Ces valeurs confirment la phrase d'André Malraux « le XXI^{ème} siècle sera religieux ou il ne sera pas ». Bien sûr, pour lui, le terme religieux n'avait pas de rapport avec une quelconque religion précise mais devait être pris dans le sens de spiritualité et de prise de recul vis-à-vis des possessions matérielles. Ceci nécessitera une réflexion parfois dérangeante sur la notion de progrès.

II- Quelques grandes pistes d'actions

Même si c'est très réducteur, Patrick Viveret résumait le développement du XXI^{ème} siècle à « la bicyclette, Internet et les technologies mentales ». La bicyclette émet peu de CO₂ et permet d'entretenir son corps ; Internet, dans sa version positive, permet la communication et la productivité ; les technologies mentales sont proches des valeurs énoncées ci-dessus.

Ce document ne vise pas à élaborer ni un corps de doctrine complet ni un programme politique détaillé mais il va juste lister les principales têtes de chapitre :

- Maîtrise et régulation de la finance avec élimination des paradis fiscaux (étatiques ou à l'intérieur des Etats). La finance doit être au service de l'économie qui doit être au service de l'Homme. Lutte contre le dumping fiscal et social.
- Mise en place de la transition écologique avec deux grands axes : énergie et alimentation. Coopération scientifique étendue (énergie, agriculture, mer, forêt, biodiversité, ...) et mise en place des véhicules financiers multilatéraux nécessaires
- Promotion d'un développement bien réparti pour minimiser les migrations forcées accompagnée par une meilleure transparence des Etats et des gouvernements (promotion des outils anticorruption).
- Pacifier le monde en prévenant les conflits (notamment en gérant mieux les conflits de basse intensité) et en promouvant le désarmement.

- A l'intérieur des pays, il faudra veiller à limiter les inégalités via la socialisation de certains domaines (assurance maladie, chômage, retraite, éducation voire logement). Les politiques d'aménagement du territoire et urbain devront être revues pour éviter les fractures sociales et géographiques et pour promouvoir les mixités d'activités et sociale.
- L'égalité Femme/Homme devra être un souci et un combat permanents notamment dans les instances internationales ; l'accroissement du niveau de formation tout au long de la vie aussi.
- Enfin, il faudra réfléchir à la façon de réguler la recherche en biologie ou en intelligence artificielle par de vrais débats impliquant les citoyens.

En sus des mesures proposées ci-dessus, le nouveau paradigme devra comprendre un volet **culturel** dense car ce domaine est un vecteur puissant d'enrichissement personnel et collectif avec souvent une empreinte carbone limitée.

L'enjeu sera de diversifier l'accès à la culture. Actuellement, l'offre culturelle s'accroît mais c'est toujours la même petite minorité qui en profite et augmente sa propre consommation. Comment atteindre une part supérieure de la population ? Quelle formation par l'Education Nationale pour permettre à plus de gens de bénéficier des biens culturels (ce n'est pas toujours qu'une question d'argent)? Comment faciliter la pratique amateur qui aide aussi à tisser des liens sociaux ?

Pour souligner l'importance de la culture, souvenons-nous du regret de Jean Monnet à propos de la construction Européenne : « Nous aurions dû commencer par la culture ». L'Office Franco-Allemand de la Jeunesse ou Erasmus ont fait plus pour la création d'un sentiment d'appartenance Européen que beaucoup de fonctionnaires Européens. Il ne faudra pas non plus oublier la phrase de Jacques Richet (fondateur du Centre de Formation des Journalistes) : « la culture, c'est ce qui donne de l'épaisseur au présent ». Dans un monde où règnent l'instantanéité, l'émotion et les tweets voire la destruction de la temporalité, la culture devient un sujet politique majeur.

La phrase célèbre de Condorcet pourrait bien résumer les enjeux des prochaines décennies : « Nos espérances sur l'état à venir de l'espèce humaine peuvent se réduire à ces trois points importants : la destruction de l'inégalité entre les nations; les progrès de l'égalité dans un même peuple, enfin le perfectionnement réel de l'homme » pour rétablir une société de la confiance.

III- Sur quelles forces s'appuyer ?

L'écart entre l'analyse de l'état du monde actuel et de la « feuille de route » pour le XXI^{ème} siècle est désespérant. Il peut sembler vain d'en appeler au multilatéralisme ou à la

coopération internationale alors que le repli sur soi parfois agressif ou l'égoïsme des plus riches semblent la règle.

La première source d'espoir pourrait venir de toutes ces résistances souvent locales :

- Aux USA, des collectivités locales voire des Etats essayent de mettre en œuvre la transition écologique malgré les décisions contraires de D. Trump
- De nombreuses manifestations de femmes ont été organisées dans le monde pour promouvoir l'égalité Femme/Homme et lutter contre les discriminations à leur égard. Il en est de même pour les homosexuels ou certaines minorités (par exemple, la Roma Pride à Paris qui vise à dénoncer les discriminations contre les Roms et à leur rendre leur fierté).
- Certaines marques craignent les réactions négatives de leurs consommateurs. Elles mettent donc en place des politiques visant à lutter contre certains excès voire certains délits (travail des enfants ou travail forcé, espaces de travail insalubres ou dangereux, utilisation de produits ou de procédés de fabrication dangereux). De plus en plus de consommateurs privilégient les produits bio ou les circuits courts.
- Les luttes sociales, souvent réprimées durement, ont permis et permettent encore des progrès significatifs et pour de nombreux travailleurs de retrouver leur dignité.

Pour pérenniser ces petites victoires, il faut des corps intermédiaires (associations, syndicats, partis politiques, ...) qui puissent fédérer ces résistances et leur fournir des perspectives et un débouché politique. Actuellement, beaucoup de corps intermédiaires connaissent une situation difficile ce qui rend cette tâche compliquée.

L'Europe pourrait jouer un rôle historique et être un modèle de développement pour de nombreuses autres régions du monde. L'Europe possède de nombreuses qualités fondamentales : c'est un espace de solidarité organisant des transferts significatifs entre ses membres, il prône la primauté du droit pour résoudre les conflits,

Toutefois, l'Europe doit se réformer profondément en remettant en cause l'ordo-libéralisme (traduisant la primauté du mercantilisme allemand). La primauté de cette idéologie et de la finance est bien traduite par JC Juncker, le Président de la Commission, quand il affirme « Il ne peut y avoir de vote démocratique contre les traités ». En fait, cette proposition doit être renversée sous peine de voir l'Europe exploser : « Il ne peut pas y avoir de traité contre un vote démocratique ». L'Europe doit devenir plus sociale et fraternelle au service des citoyens ce qui sera la meilleure façon de lutter contre toutes les régressions identitaires rappelant souvent un passé nauséabond : trouver une troisième voie entre Macron et Orban.

Enfin, l'Europe doit continuer à développer son rayonnement culturel et sur les valeurs en essayant au mieux de contribuer à créer des zones de paix dans son voisinage.

Supprimé:

